

Extrait du SNUipp-FSU 65

<http://65.snuipp.fr>

Tous en grève le 10 octobre.

- Année scolaire 2017-2018 - Actualités -

Date de mise en ligne : lundi 2 octobre 2017

SNUipp-FSU 65

MAL PAYÉ
MÉPRISÉ-
PRÉCARISÉ
ASSEZ

Mobilisation inédite le 10 octobre : pour la première fois depuis une dizaine d'années , l'ensemble des fédérations de la Fonction publique appellent les agents à se mettre en grève.

Le SNUipp-FSU détaille toutes les raisons de ne pas rater ce rendez-vous.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement porte atteinte aux droits sociaux, aux protections des salariés, aux services publics . Sous prétexte de favoriser l'emploi et de réduire le déficit budgétaire, des efforts sont demandés aux salariés, aux jeunes, aux femmes, aux retraités, aux précaires, aux bénéficiaires de l'APL.... tandis que des mesures favorisent les plus riches, notamment les actionnaires et les entreprises comme la baisse de l'ISF, sans s'attaquer vraiment à la fraude et à l'évasion fiscale.

Traditionnelle variable d'ajustement des politiques d'austérité, les fonctionnaires sont à nouveau en première ligne. Le SNUipp-FSU, dans un 4 pages spécial téléchargeable ici détaille toutes les bonnes raisons qu'ont les agents de la fonction publique à se mobiliser massivement le 10 octobre prochain.

► **Le PPCR remis en cause ?**

Cet accord conclu avec le précédent gouvernement constitue un début de revalorisation, certes insuffisant, mais qui permet une amélioration des carrières. Le ministre de l'Action publique a annoncé le « possible décalage » d'un an à partir de janvier 2018 des prochaines mesures PPCR prévues jusqu'en 2020, ce qui serait une trahison de l'engagement de l'État. Il faut s'opposer à ce report et exiger une amélioration des rémunérations qui permette un rattrapage progressif des pertes de pouvoir d'achat depuis 2010 dans un calendrier plus resserré.

Se mobiliser le 10 octobre c'est obliger l'État à tenir ses engagements et rappeler la réalité des salaires enseignants en France

► **23 000 emplois aidés supprimés**

Le gouvernement a annoncé la diminution drastique des emplois aidés. Dans l'Éducation nationale, ce plan social se traduit par une suppression de 23 157 emplois et un retour brutal à Pôle emploi pour ces salariés. Malgré la priorité donnée à l'accompagnement des élèves en situation de handicap, des milliers d'élèves ont dû faire la rentrée avec peu ou pas d'accompagnement. Ces suppressions d'emplois signent aussi la fin de l'aide administrative à la direction d'école, inacceptable dans un contexte d'alourdissement des tâches des directrices et directeurs.

Se mobiliser le 10 octobre c'est exiger le renouvellement de ces contrats dans l'attente d'un plan de formation et de qualification solide et de la création d'emplois pérennes.

► **Augmentation de la CSG**

Le gouvernement s'était engagé à augmenter de 1,7 % la CSG (contribution sociale généralisée) et à supprimer les cotisations sociales chômage. Cela constitue une augmentation de pouvoir d'achat pour les salariés du privé, mais pas pour les fonctionnaires contrairement aux engagements de campagne. Les retraités dont la rémunération est supérieure à 1 200 euros subiraient une perte sèche, la revalorisation des pensions de 0,8 % au 1er octobre ayant pour seul objectif de compenser l'inflation avec un gel des pensions qui dure depuis 2014.

Se mobiliser le 10 octobre c'est s'opposer au recul du pouvoir d'achat des enseignants

► **Nouveau gel du point d'indice**

La valeur du point d'indice était déjà restée gelée de juillet 2010 à juillet 2016 avant une mesure de dégel de 1,2% obtenue en 2016 dans le cadre du protocole PPCR, notamment par l'intervention déterminée de la FSU. Le gouvernement a annoncé un nouveau gel en 2017 et également en 2018 : c'est inacceptable. Les fonctionnaires ont déjà subi près de 9% de perte de pouvoir d'achat depuis 7 ans, en tenant compte de l'inflation et de l'augmentation de la retenue pour la retraite sur le traitement brut. C'est en moyenne une baisse de plus de 1% par an sur le salaire net à payer ! Par exemple, dans les années 1980, un enseignant en début de carrière gagnait l'équivalent de 1,8 Smic par mois, il n'en gagne plus aujourd'hui que 1,25.

Se mobiliser le 10 octobre, c'est peser sur le « rendez-vous salarial » fixé par le ministre.

► **Jour de carence : injuste et inefficace**

Le rétablissement du jour de carence en cas de congé maladie représente une double peine pour les fonctionnaires : en plus de constituer une nouvelle amputation de leur pouvoir d'achat, venant s'ajouter à celles dues au gel de la valeur du point, à l'augmentation des cotisations retraites, il punit les agents, considérant qu'ils sont coupables d'être malades. Et cela est renforcé pour les enseignants, particulièrement exposés aux maladies et ne bénéficiant d'aucune médecine de prévention.

Se mobiliser le 10 octobre, c'est refuser la double peine en cas de maladie

POUR DÉNONCER CES MESURES INACCEPTABLES ET PESER SUR LES CHOIX DU GOUVERNEMENT, LE SNUIPP ET LA FSU, AVEC TOUS LES SYNDICATS DE LA FONCTION PUBLIQUE , APPELLENT LES AGENTS À SE METTRE EN GRÈVE ET À MANIFESTER MASSIVEMENT LE 10 OCTOBRE PROCHAIN.

Vous trouverez en pièces jointes :

- *la lettre aux parents,*
- *la déclaration d'intention de grève,*
- *la brochure du Snuipp expliquant en 4 pages les raisons de cette grève.*